

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ 2015

OBJECTIFS DU
MILLÉNAIRE POUR
LE DÉVELOPPEMENT
C'EST POSSIBLE!

SOMMET DES NATIONS UNIES
20-22 septembre 2010, New York
Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale



C'EST POSSIBLE!

OBJECTIF 3

FICHE D'INFORMATION

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

CIBLE

1. Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard

Les Faits

- * En 2008, dans les régions en développement, il y avait 96 filles inscrites en primaire pour 100 garçons et 95 filles pour 100 garçons en secondaire.
- La proportion de femmes employées en dehors du secteur agricole se maintient à 20 pour cent en Asie du Sud, Asie de l'Ouest et Afrique du Nord.
- Au plan mondial, la proportion de femmes parlementaires continue d'augmenter lentement et elle a atteint 19 pour cent en 2010. On est encore loin de la parité.

OU EN SOMMES-NOUS ?

Les écarts entre les sexes ont diminué en ce qui concerne l'accès à l'éducation, mais les disparités restent importantes au niveau universitaire et dans certaines régions en développement. Les ratios d'inscription des filles en primaire et secondaire ont nettement augmenté au cours des dernières années. La cible de 2005 n'a malgré tout pas été atteinte et d'importants défis demeurent, avec de grandes inégalités dans l'enseignement primaire en Océanie, en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Ouest.

L'accès à l'enseignement universitaire reste aussi très inégal, surtout en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Dans ces régions, le ratio de scolarisation filles/garçons est de 67 et 76 pour cent respectivement dans l'enseignement supérieur. Les taux d'achèvement sont généralement plus bas chez les femmes que chez les hommes.

La pauvreté reste la principale cause d'inégalité dans l'accès à l'éducation, surtout pour les filles en âge d'école secondaire. Dans beaucoup d'endroits, les femmes et les filles sont obligées de passer de nombreuses heures à aller chercher de l'eau et il arrive souvent que les filles n'aillent pas à l'école en raison du manque d'installations hygiéniques convenables. Et puis, si elles sont enceintes, beaucoup se voient refuser l'autorisation de continuer leur études. L'enseignement secondaire est particulièrement important pour l'autonomisation des femmes, or les filles des ménages les plus pauvres sont deux fois plus nombreuses à ne pas être scolarisées à ce niveau que leurs pairs plus riches.

En dépit des progrès accomplis, les hommes continuent d'être plus nombreux que les femmes dans les emplois rémunérés et les femmes sont souvent reléguées dans des emplois

précaires. La proportion de femmes occupant un emploi non agricole rémunéré augmente lentement. En 2008, elle a atteint 41 pour cent au plan mondial. Elle ne dépasse toujours pas 20 pour cent en Asie du Sud, en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, et 32 pour cent en Afrique subsaharienne.

Même lorsque les femmes ont un emploi, elles sont généralement moins bien payées et ont une sécurité financière et des avantages sociaux moindres que les hommes. Elles courent plus le risque d'occuper un emploi précaire - caractérisé par des rentrées insuffisantes, une productivité faible, ainsi que des conditions de travail inférieures aux normes -, en particulier en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord où les possibilités de trouver un emploi rémunéré sont très rares pour les femmes.

Au plan mondial, seulement un quart des hauts responsables ou dirigeants d'entreprise sont de sexe féminin. En Asie de l'Ouest, en Asie du Sud et en Afrique du Nord, les femmes détiennent moins de dix pour cent des postes de direction.

Les femmes acquièrent lentement le pouvoir politique, en grande partie grâce à des quotas et des mesures particulières. Entre 1995 et 2010, la proportion de femmes parlementaires est passée de 11 à 19 pour cent au plan mondial, soit un gain de 73 pour cent, mais on est encore loin de la parité entre les sexes. Les élections parlementaires de 2009 ont contribué aux gains des femmes en ce domaine en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et dans les Caraïbes, où 29 et 25 pour cent respectivement des sièges à renouveler sont allés à des femmes. Mais dans 58 pays, seulement dix pour cent des parlementaires, voire moins, sont de sexe féminin.

Les progrès enregistrés par les femmes en termes de représentation au sein de l'exécutif sont encore plus lents. En

2010, seulement neuf des 151 chefs d'État élus et 11 des 192 chefs de gouvernement étaient des femmes. Au plan mondial, celles-ci ne détiennent que 16 pour cent des portefeuilles ministériels.

La discrimination positive reste le moteur principal des avancées en faveur des femmes. En 2009, la moyenne des femmes élues au parlement était plus élevée de 13 pour cent dans les pays qui appliquaient de telles mesures (27 pour cent au lieu de 14 pour cent).

CE QUI A MARCHÉ

- **Donner des allocations pour que les filles fréquentent l'école secondaire au Bangladesh :** Au Bangladesh, le programme d'allocations féminines pour le cycle secondaire donne de l'argent directement aux filles et à leurs familles pour couvrir tous les frais de scolarité, à condition qu'elles s'inscrivent à l'école secondaire et ne se marient pas avant 18 ans. En 2005, les filles comptaient pour 56 pour cent des inscriptions en secondaire dans les régions couvertes par le programme, contre 33 pour cent en 1991.
- **Pousser à l'autonomisation des femmes au Mexique :** Le Mexique a créé un programme fédéral innovant, appelé Generosidad. Il dispense un « sceau d'équité entre les sexes » à des entreprises privées. Ce dernier est accordé suite à un examen indépendant qui évalue la conformité de la firme à des normes strictes relatives à l'équité entre les sexes, notamment en termes de recrutement, d'avancement, de formation et de diminution du harcèlement sexuel. En 2006, 117 compagnies avaient obtenu ce sceau. Des initiatives similaires ont été lancées au Brésil, au Costa Rica et en Egypte.
- **Fixer un quota parlementaire pour les femmes au Kirghizistan :** En 2005, il n'y avait pas de femmes au parlement du Kirghizistan et une femme seulement faisait partie du Cabinet. En 2007, après un débat national facilité par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), un quota de 30 pour cent a été inscrit dans le code électoral. En 2008, le Kirghizistan avait le pourcentage le plus élevé de femmes au parlement (25,6 pour cent) et au gouvernement (21 pour cent) de toute l'Asie centrale.

QUE FAIT L'ONU ?

- Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) collaborent sur un programme conjoint pour **réduire de 40 pour cent les mutilations génitales féminines** entre 2008 et 2012 dans un certain nombre de pays : Burkina Faso, Djibouti, Égypte, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Ouganda, Sénégal, Somalie et Soudan.
- Au Cambodge, une initiative gérée par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) en partenariat avec sept ONG a proposé une **formation en matière de campagne électorale et de gouvernement** à 919 candidates. Cette initiative a permis d'accroître le nombre de femmes candidates à une charge, qui est passé de 18

pour cent en 2002 à 21 pour cent en 2007. Le nombre de femmes élues est passé, lui, de 8,5 à 15 pour cent.

- Le PNUD appuie la **participation des femmes au processus politique** au Rwanda, où les femmes occupent à présent 56 pour cent des sièges au parlement, soit le taux le plus élevé du monde.
- Le PNUD a installé des centaines de **générateurs au diesel**, ou plates-formes multifonctionnelles, dans les zones rurales du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal pour soulager les femmes de certaines des tâches prenant énormément de temps, comme aller chercher de l'eau ou moudre du grain. Au Burkina Faso, ce plan leur a permis de se libérer deux à quatre heures par jour en moyenne, et à accru les revenus annuels des propriétaires de 55 dollars en moyenne en 2009, avec des profits nets de 248 dollars par unité.
- Au Vietnam, le FNUAP collabore avec le syndicat des femmes sur un projet de **microfinance** qui les aide à obtenir des crédits et une formation. Les participantes se réunissent chaque semaine pour revoir les prêts et étudier l'économie domestique, la culture et l'élevage.
- L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) appuie la **formation des enseignants** et l'élaboration de **matériel pédagogique** pour promouvoir l'égalité des sexes. Avec l'initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, l'UNESCO élabore aussi des outils juridiques pour réduire la violence sexiste dans les écoles et appuie des méthodes novatrices pour apporter l'éducation aux femmes difficiles à atteindre, par exemple avec des téléphones mobiles.
- Le **Fonds d'affectation spéciale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes**, géré par l'UNIFEM au nom du système onusien, appuie les mesures nationales et locales de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. Depuis 1996, il a appuyé 304 programmes dans 121 pays et territoires en distribuant plus de 50 millions de dollars de subsides.
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNIFEM, l'UNESCO et la Banque mondiale ont forgé un partenariat avec le gouvernement du Libéria en 2007, afin de **stimuler la production de manioc** (ou yucca) pour le Groupe Ganta d'entreprises féminines. Dès la mi-2009, l'initiative avait donné les compétences techniques et le matériel nécessaires à 500 femmes.

Sources: *Rapport 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement*, Nations Unies ; Base de données OMD de l'ONU (<http://mdgs.un.org>) ; site web du moniteur des OMD (www.mdgmonitor.org) ; *Que faut-il faire pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement - Une évaluation internationale, 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; Programme alimentaire mondial (PAM) ; Donnons une chance aux filles - Lutter contre le travail des enfants : une clé pour l'avenir, Organisation internationale du Travail (OIT), 2009 ; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Pour de plus amples informations, veuillez contacter mediainfo@un.org ou voir à l'adresse suivante www.un.org/millenniumgoals.